



**Guatemala :
un difficile contexte électoral**

Commission Justice et Paix belge francophone asbl
rue Maurice Liétart, 31/6 • B-1150 Bruxelles • Belgique
tél. 32-(0)2-738.08.01 • fax 32-(0)2-738.08.00
info@justicepaix.be • www.justicepaix.be

A N A L Y S E 2 0 0 7

Guatemala : un difficile contexte électoral

Au moment de lire ces lignes, le premier tour des élections guatémaltèques aurait eu lieu (9 septembre 2007). Si aucun parti n'obtient la majorité absolue (la moitié des votes plus un), un second tour sera organisé le 4 novembre 2007.

Sans prétendre être exhaustifs, nous souhaitons faire une courte analyse de la difficulté devant laquelle se trouve la population guatémaltèque à l'heure d'élire un nouveau président et des députés du Congrès. Pussions-nous lire cet évènement de l'actualité latino-américaine avec un regard social sur des questions brûlantes de société ?

L'enjeu des élections est de taille pour les 11.385.000 habitants du Guatemala. Onze ans après la signature des accords de paix (1996), les problèmes à la base du conflit qui a ensanglanté le pays (la guerre civile a duré pendant plus de 30 ans et a fait près de 200.000 victimes) ne sont toujours pas résolus...

Malheureusement, le contexte préélectoral actuel déçoit une population qui continue à vivre dans un pays où règne la corruption, la violence, l'impunité, la pauvreté et les inégalités sociales.

Quelles perspectives d'élections démocratiques?

La difficulté principale liée aux élections réside dans la complexité des acteurs en présence. Deux candidats semblent sortir du lot (les résultats d'une enquête sur les intentions de vote ont été publiés le 25 juillet 2007 dans le journal guatémaltèque « Prensa libre »¹) sont Álvaro Colom du parti UNE (Unidad Nacional de la Esperanza) et Otto Pérez Molina du PP (Partido Patriota).

Alors que ces partis se présentent comme apportant du « nouveau » dans le paysage électoral, ils portent, en fait le poids de l'histoire.

Le FRG (Frente Republicano Guatemalteco), ancien parti au pouvoir, accusé de détournements de fonds (Alfonso Portillo, président de 1999 à 2003 a fui le pays sans jamais avoir été jugé), a financé la précédente campagne électorale (élections de 2003) de l'UNE. Le FRG, qui semble se décomposer, assure ainsi son avenir. Aujourd'hui, le candidat de l'UNE dit avoir « les mains propres » et assure avoir « mis de côté » les éléments corrompus.

Le PP, quant à lui, a comme leader un ancien militaire qui base sa campagne électorale sur le thème de la sécurité. Comment ses paroles pourraient ne pas toucher alors que le pays connaît une violence quotidienne énorme ?

Qu'en est-il des autres forces en présence ?

¹ www.prensalibre.com

Certains petits partis ont à leur tête des pasteurs évangéliques qui profitent de leur influence auprès de la population... et qui se font la guerre entre eux. C'est le cas de l'Eglise El Shaddai et de son Pasteur Harold Caballeros. C'est le cas, aussi, de Efraín Rios Montt de « L'Eglise du verbe ». Actuellement député (FRG), il se présente de nouveau comme candidat à la Chambre. Rios Montt se protège ainsi derrière son immunité parlementaire qui le couvre contre toute poursuite judiciaire dont il devrait répondre, pour la violence exercée contre le peuple Maya quand il dirigeait le Guatemala au début des années 1980.

Autre élément, le narcotrafic, et en général le pouvoir de l'argent, se sont immiscés dans toutes les sphères du politique... empêchant ainsi toute indépendance et crédibilité.

Dans ce paysage, la candidature de Rigoberta Menchu, prix Nobel de la paix en 1992, devrait donner un souffle d'espoir. Alliée à Nineth Montenegro (députée reconnue pour son travail en faveur des Droits humains), Rigoberta Menchu devrait permettre une meilleure représentativité de la cause indienne et des femmes, deux groupes sociaux qui ont souffert, et souffrent encore, du racisme et de la violence au Guatemala.

Mais, là encore, sa candidature est critiquée. Nommée « ambassadrice spéciale à la présidence » par l'actuel chef de l'Etat Oscar Berger, Rigoberta Menchu est accusée par certains d'avoir déforcé, de par son départ, la société civile dont elle était membre. Enfin, sa candidature semble être soutenue par le CACIF, le Comité qui coordonne les associations agricoles, commerciales, industrielles et financières. Quel est le sens de cet appui ? Alors que les optimistes y voient un possible changement de mentalité des groupes ayant en main le pouvoir économique, d'autres y voient une stratégie destinée à capter les forces indigènes et de gauche susceptibles de questionner le pouvoir politique.

« *Vaincre le mal à force de bien* »

Le 26 janvier 2007, les Evêques du Guatemala, à travers un communiqué, font un appel aux citoyens pour « vaincre le mal à force de bien » dans le contexte actuel de leur pays.

Mais quel est ce « mal » auquel la Conférence épiscopale fait référence ? Dans l'analyse du panorama actuel du pays, ils mettent en avant plusieurs problématiques sociales dont les conflits agraires, l'émigration, l'infiltration du crime organisé et du narcotrafic, la violence politique.

Quelques mois plus tard, le pays se trouve dans un contexte préélectoral complexe et violent. Les questions posées par les Evêques du Guatemala restent malheureusement pertinentes et méritent une certaine réflexion.

Des questions sociales en toile de fond

Les conflits agraires

Cause principale de la guerre civile, la mauvaise répartition des terres reste une source de déséquilibre social. 2% des Guatémaltèques contrôlèrent 70% des terres, utilisées prioritairement pour des produits d'exportation².

² www.risal.collectifs.net « Onze ans après les accords de paix, le Guatemala subit la guerre sociale ».

Aujourd'hui, cette question est d'autant plus d'actualité que l'exploitation minière gagne du terrain et avec elle un mécontentement citoyen. Appuyé par Mgr Ramazzini, Président de la Conférence épiscopale du Guatemala, un mouvement social dénonce les conséquences sociales et environnementales de cette activité, ainsi que la manière peu démocratique dont sont négociés les contrats.

L'émigration et l'infiltration du crime organisé et du narcotrafic sont liées à la *violence* généralisée.

Dans le Site Internet du RISAL³, une interview de la journaliste Marielos Monzón qui s'est vue décerner le « Prix du journalisme des droits humains sous la menace » par Amnesty International en 2005, indique que « (...) 39.315 personnes ont péri de mort violente depuis dix ans (...) et le marché des munitions a triplé par rapport à l'époque de la guerre ». La violence touche aussi les défenseurs des droits humains : « durant les trois dernières années du mandat présidentiel d'Oscar Berger, on a dénombré 629 agressions contre des militants ».

Derrière les crimes de droit commun se cache bien souvent une violence à motif politique.

Et le politique, loin d'arrêter le processus, semble avoir intérêt à ce que la violence continue. D'une part, l'émigration (causée par les conditions économiques et sociales) est source de rentrées financières via les « remesas » (argent que les expatriés envoient à leur famille restée au pays). D'autre part, on va jusqu'à dire que certains membres des hautes sphères décisionnelles étant propriétaires d'entreprises privées de sécurité, n'ont aucun intérêt à ce que la violence diminue.

A tout cela, il faut ajouter le problème de l'existence de groupes « clandestins », anciens « escadrons de la mort » ayant perdu du terrain suite à la signature des accords de paix de 1996 et aujourd'hui liés au narcotrafic.

La violence est donc parfois cachée et soutenue par les décideurs politiques et économiques. « Quand l'impunité est la règle en ce qui a trait aux violations du passé, il ne faut pas s'étonner qu'elle règne pour les crimes du présent » dira Luise Arbour, Haute Commissaire aux droits de la personne des Nations Unies⁴. L'impunité des actes, aussi bien actuels que liés au passé, reste une préoccupation de la société civile guatémaltèque.

L'un des grands thèmes de l'actuelle campagne électorale concerne la création d'une Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG⁵). Jusqu'à présent ce projet, issu d'un accord conclu en 2003 entre le gouvernement du Guatemala et l'ONU, a toujours été qualifié « d'anti-constitutionnel » et sa création toujours remise à plus tard. Le 1^{er} août 2007, le Congrès a voté pour la création de cette Commission et ce malgré l'opposition des membres du FRG qui estiment qu'il s'agit « d'une violation de la souveraineté du pays, d'un coup d'Etat⁶ ».

³ www.risal.collectifs.net « Onze ans après les accords de paix, le Guatemala subit la guerre sociale ».

⁴ www.quartierlibre.ca « Génocide au Guatemala. L'impunité perdure ».

⁵ La CICIG aura pour mission d'enquêter sur les groupes criminels et leurs liens avec les appareils de l'Etat. Cette Commission ne pourra pas investiguer sur les crimes du passé.

⁶ <http://www.elperiodico.com.gt>

Selon Frank La Rue, responsable du COPREDEH (Commission présidentielle qui coordonne la politique de l'exécutif pour les questions de Droits humains), cette Commission pourrait commencer à travailler dès le mois de novembre 2007 et ce avec l'appui économique de pays comme l'Espagne, la Norvège et la Suède.

La pression internationale en faveur de la lutte contre l'impunité au Guatemala se fait heureusement de plus en plus forte. Et cet appui est un gage d'amélioration de la situation, tout comme on l'espère, le processus d'observation électorale auquel l'Union Européenne participe.



Axelle Fischer
Août 2007.